

# Dévolution, nationalisme et intégration européenne

Gilles Leydier  
(Université du Sud Toulon-Var)

*Résumé : Au cours des dernières décennies, les problématiques de l'intégration européenne, de l'affirmation identitaire nationale et du changement constitutionnel à l'intérieur du cadre britannique, se sont faits régulièrement écho. L'imbrication entre ces différents enjeux, apparus de façon pratiquement concomitante au cours des années 1960, a pris des formes variées. Ainsi les indépendantistes écossais et les régionalistes gallois ont instrumentalisé le cadre européen pour contourner l'Etat britannique, en développant alternativement et selon les circonstances un projet de super-région ou de futur Etat-membre de l'Union Européenne. D'autre part la dynamique de la dévolution institutionnelle s'est inscrite dans la logique de subsidiarité et de gouvernance multipolaire à plusieurs niveaux prônée par l'Union Européenne. Parallèlement le discours décentralisateur du New Labour a pris le contrepied à la fois de l'euroscpticisme et d'une certaine vision de l'identité britannique et du « unitary state » développée par les néoconservateurs. Cet article s'attache en mettre en relation ce trois thématiques au cours de certains moments-clés du processus de dévolution, en montrant également comment ces trois enjeux continuent aujourd'hui de s'interpénétrer et de peser sur le débat politique britannique.*

## I. La construction européenne et la dévolution

La création du marché unique à l'échelle européenne a contribué à différencier les espaces économiques locaux, en créant des opportunités en termes de visibilité, de promotion et de développement pour les territoires infranationaux. Parallèlement, l'essor des politiques européennes à destination de l'échelon régional, visant à corriger les disparités socio-économiques locales, a valorisé ce dernier et lui a donné une légitimité politique nouvelle. Le principe de la souveraineté nationale, la légitimité de l'Etat-nation traditionnel et sa capacité d'action ont donc été écornés par le haut comme par le bas, et l'intégration européenne et la dévolution institutionnelle apparaissent comme deux processus complémentaires et imbriqués. Le concept permettant la passerelle entre les deux a été celui de « subsidiarité », inscrit dans le traité de Maastricht et selon lequel les décisions doivent être prises au bon niveau de souveraineté, « le plus près possible des citoyens », suggérant une procédure de décision de la base vers le sommet plutôt que l'inverse. Ce processus politique ascendant a d'ailleurs été parfaitement illustré en Ecosse dans le cadre des travaux de la Convention constitutionnelle écossaise, qui a fourni aux responsables nationaux du parti

travailleuse britannique une réponse institutionnelle adéquate, reposant sur un large consensus local et bénéficiant d'une forte légitimité démocratique.

D'autre part la promotion par l'Union Européenne de la diversité linguistique et culturelle au sein de l' « Europe des régions » a aussi contribué à renforcer la visibilité des territoires, et à valoriser les identités et les revendications régionales. Dans le cas britannique, le pays de Galles et l'Ecosse, deux régions affectées par les restructurations industrielles douloureuses (vallées minières galloises et Central Belt écossais) et le retard de développement (Highlands et îles écossaises, zones du centre et du nord-ouest du pays de Galles), ont particulièrement bénéficié de l'aide économique européenne. Tout comme la Catalogne, la Bavière ou la Lombardie, l'Ecosse et le pays de Galles ont aussi été à la pointe des opérations de lobbying auprès des institutions européennes, tel le comité des régions européennes, présidé à plusieurs reprises par des élus écossais, comme des politiques de coopération transrégionale au sein de l'UE. Pour les nations de la « périphérie celtique », l'espace européen, considéré avec circonspection voire plutôt comme une menace dans les années 1970, est devenu une opportunité économique et culturelle et un moyen de compenser le désengagement financier de l'Etat central à leur égard. Rappelons à ce propos qu'au moment du deuxième référendum sur la dévolution vers la fin de la décennie 1990, une bonne partie du territoire gallois et la grande majorité de l'espace écossais étaient concernées par l'aide régionale européenne, que ce soit au titre de la reconversion des zones en déclin industriel, du décollage économique des territoires en retard de développement, ou du soutien à la modernisation des infrastructures et à l'emploi.

## **II. Les partis britanniques, la dévolution et l'Europe**

La position des deux grands partis britanniques sur la dévolution a fluctué au cours des dernières décennies, tout comme leur attitude face à l'enjeu européen. Notons cependant que d'une façon générale, chez les conservateurs comme chez les travaillistes, les périodes d'engagement pro-dévoctionniste sont allées de pair avec un soutien plus marqué en faveur de la construction européenne, sur le modèle de la ligne politique défendue historiquement et sans revirements par le parti libéral. A l'inverse les phases d'euro-scepticisme ont logiquement coïncidé avec des choix politiques hostiles au changement institutionnel dans le cadre britannique.

Ainsi à la fin des années 1960 et au début des années 1970 les conservateurs britanniques apparaissaient sous l'impulsion d'Edward Heath à la fois plus sensibles à la logique décentralisatrice (cf. la déclaration de Perth ou les travaux de la commission Douglas-Home par exemple) en même temps que plus favorables à l'intégration européenne, ce dont atteste l'adhésion au Marché commun sous le leadership de Heath. Dans la deuxième moitié des années 1980, sous l'impulsion de Margaret Thatcher, c'est la logique du statu quo institutionnel

qui l'emportera dans les rangs conservateurs, en même temps que ces derniers se rallieront à une attitude plus réticente et moins constructive, puis franchement hostile à l'égard de l'intégration européenne. John Major, tout comme Edward Heath quelques années auparavant d'ailleurs, utilisera la réforme du gouvernement local comme une mesure de diversion visant à détourner l'attention de l'opinion, notamment écossaise, du projet dévotionniste. Il refusera notamment l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union économique européenne et mettra en avant le principe de subsidiarité pour justifier ses réserves à l'égard de l'intégration européenne, un argument qui in fine se retournera contre le parti conservateur et son leader : en effet comment prôner un système de gouvernement proche des citoyens au niveau européen et refuser la dévolution à l'échelle britannique?

Comme résultant du principe des vases communicants, c'est une évolution symétrique inverse qui caractérisa le camp travailliste. Tirillés tout autant que les conservateurs sur ce double sujet, les travaillistes apparaissent au début des années 1970 à la fois fidèles à une logique centralisatrice les inspirant depuis les années 1930, et donc largement dubitatifs face au projet de dévolution, en même temps que très réservés face à l'intégration européenne et à un marché commun souvent perçu comme un club de capitalistes hostiles aux intérêts de la classe ouvrière britannique. Par la suite, dans les années 1980, les travaillistes redécouvriront en même temps les vertus de la décentralisation et de l'idée européenne. Leur conversion à la logique de *l'union state* et au projet dévotionniste afin de reconquérir le centre du système politique britannique, largement inspirée par les représentants (Kinnock et Smith notamment) de leurs bastions électoraux périphériques, ira logiquement de pair avec une attitude plus favorable vis-à-vis d'une construction européenne inspirée par Jacques Delors, et prenant le contre-pied de l'euroscpticisme du camp conservateur.

### III. Les partis nationalistes périphériques et l'Europe

Pour les formations nationalistes de la périphérie britannique, *Scottish National Party* (SNP) en Ecosse et *Plaid Cymru* (PC) au pays de Galles, l'Europe a constitué une ressource politique majeure en toutes circonstances.

Au moment du référendum sur l'adhésion britannique à la CEE en 1975, le SNP et *Plaid Cymru* se prononcèrent clairement pour le « non ». L'hostilité des nationalistes écossais et gallois à la CEE se fondait à l'époque sur la perception de celle-ci comme un ensemble bureaucratique, centralisé et antidémocratique, et constituant une menace pour la souveraineté nationale de ses Etats-membres. Cette attitude s'appuyait aussi sur la crainte que les politiques européennes communes, notamment celle de la pêche pour l'Ecosse et la Politique Agricole Commune pour le pays de Galles, aillent à l'encontre des intérêts économiques spécifiques des nations périphériques. Enfin, ce refus était argumenté sur l'absence de consultation des partis nationalistes dans le long processus de négociation mené par les gouvernements britanniques successifs. D'où les slogans

'No voice, No entry' ou 'No -On anyone else's terms' défendus par exemple par le SNP au moment du référendum de 1975.

Ce positionnement idéologique que l'on peut qualifier d'opposition populiste à l'Europe, ou d'eurosepticisme avant l'heure, n'était évidemment pas exempt de considérations tactiques : anticipation d'un résultat positif à l'échelle britannique et volonté d'affirmer les particularismes écossais et gallois en appelant à voter à contre-courant de l'Angleterre ; souci pour les formations périphériques de se démarquer nettement des formations britanniques, divisées sur le sujet (pour ce qui est des travaillistes et des conservateurs) ou clairement favorables à la thématique européenne (en ce qui concerne les libéraux).

Le vote positif des Ecosse et des Gallois à l'occasion du référendum de 1975 constitua un échec important pour le SNP et PC, et ce, même si le oui recueillit en Ecosse dix points de moins qu'en Angleterre (58,4% contre 68,7%) et si les Shetlands et des Hébrides occidentales furent les seules parties du territoire britannique où le non fut majoritaire. Les partis nationalistes périphériques prirent alors acte de la situation nouvelle, et participèrent notamment aux premières élections au Parlement européen où le SNP obtint un siège. Par la suite, ils ne s'opposèrent plus guère au principe de l'adhésion, tout en maintenant à l'égard de la CEE une attitude équivoque et de nombreuses réserves de fond, critiquant le « super-Etat » européen ainsi que certaines politiques communautaires, notamment celle de la pêche, jugée défavorable aux intérêts écossais et la politique agricole commune, sujet sensible au pays de Galles.

#### **IV. De l'eurosepticisme à l'europhilie**

C'est sous l'impulsion de Gordon Wilson (Président du parti de 1979 à 1990), de Jim Sillars (fondateur de l'éphémère Scottish Labour Party, passé dans les rangs nationalistes en 1980 et premier homme politique à lier les questions de l'Europe et de l'autonomie écossaise) et de Winnie Ewing (élue au Parlement européen à partir de 1979 et convertie par sa pratique quotidienne à l'idée européenne) que le SNP se rallia progressivement au projet européen. Ce changement de cap intervint dans le contexte de l'opposition au Thatcherisme, perçu en Ecosse comme au pays de Galles comme un nationalisme anglais privé de légitimité démocratique, et à des gouvernements britanniques jugés autoritaires, centralisateurs et évoluant peu à peu vers l'eurosepticisme. Ce réalignment s'inscrit aussi dans le cadre d'une relance de l'intégration économique européenne (sous l'impulsion notamment de la Commission de Bruxelles présidée par Jacques Delors) et dans la perspective de la mise en place du marché unique au 1<sup>er</sup> Janvier 1993. Cette évolution coïncida enfin avec la nouvelle donne sur le continent européen, résultant de l'effondrement du bloc communiste et de l'affirmation sans précédent depuis 1919 des nationalismes identitaires, qui allait subitement gonfler le nombre de candidats potentiels à l'adhésion à l'Union européenne.

Sur le terrain le SNP puis PC allaient faire le constat des avantages économiques substantiels apportées à l'Ecosse et au pays de Galles par les fonds structurels européens (et notamment le FEDER) Bruxelles se substituant en quelque sorte à Londres comme source de subventions dans le contexte des politiques néolibérales de désengagement de l'Etat britannique. Il allait aussi développer des liens étroits avec les mouvements et partis à vocation régionaliste, autonomiste ou séparatiste sur le continent européen.

La conversion spectaculaire à l'Europe a permis au SNP et à PC de faire d'une pierre plusieurs coups : d'une part, elle a coupé court aux accusations d'isolationnisme et d'esprit de clocher (parochialism), que ses adversaires lui adressaient jusqu'alors. Ainsi, si l'Ecosse devenait indépendante elle ne serait pas tout à coup un petit pays isolé à la périphérie du continent européen (l'argument majeur des unionistes) mais un membre actif d'une communauté de nations, participant à la prise de décision au sein de la CEE, placé sur un pied d'égalité avec l'Angleterre. L'angoisse du vide et de la dislocation engendrée par une rupture brutale avec le voisin anglais pouvait s'estomper dans l'opinion au profit de l'idée d'une transition en douceur. En ce sens, le positionnement « indépendance au sein de l'Europe » venait réactualiser une vieille antienne nationaliste, autrefois illustrée par les slogans « indépendance dans l'Empire » puis « indépendance au sein du Commonwealth ». Ajoutons à cet argument sécurisant pour l'opinion celui du républicanisme, souvent prêté aux indépendantistes écossais par leurs adversaires et qui tombait de lui-même de par la présence de nombreuses monarchies parlementaires indépendantes au sein de l'UE.

D'autre part, le SNP comme PC dépoussiéraient leur image un peu passéiste pour s'inscrire désormais dans la modernité: leur engouement nouveau pour l'Europe les plaçait dans une position favorable auprès de l'opinion publique, et notamment les jeunes mais aussi les élites socio-économiques et culturelles, dans le contexte très médiatisé du compte à rebours en vue de l'Acte Unique Européen, puis des bouleversements dans l'ex-Union Soviétique et en Europe Centrale. A partir de 1988, le SNP notamment se lança dans une explication de texte détaillée du fonctionnement de l'Union Européenne afin de mettre en avant tous les avantages qu'une Ecosse indépendante pourrait en tirer. Le modèle de référence, qui dans les années 1970 était celui des pays scandinaves, et notamment de la Norvège, pays voisin qui gérait ses ressources pétrolières de façon indépendante, devint celui du Danemark et de l'Irlande : deux pays de taille et de population comparables à l'Ecosse, géographiquement et culturellement proches, souverainement indépendants au sein de l'UE mais économiquement favorisés par leur intégration au marché unique et, dans le cas de l'Irlande, par l'aide européenne régionale. Dans les années 1990, les pays baltes, nouvellement indépendants et fraîchement intégrés dans l'UE, devinrent de nouvelles sources d'inspiration.

Enfin, en inscrivant sa vision de l'Ecosse au sein d'un système européen en formation, ouvert et évolutif, le SNP surmontait ses propres tensions internes en

laissant en suspens le clivage entre son aile traditionnaliste et « fondamentaliste » regroupant les partisans de « l'Indépendance et rien de moins », représentés par Winnie Ewing et Gordon Wilson, et son courant « gradualiste » et pragmatique, incarné par Jim Sillars et Alex Salmond, s'accommodant de la dévolution institutionnelle comme une étape intermédiaire sur la voie de l'émancipation de la tutelle britannique. L'Europe était donc, aussi, pour le SNP une thématique permettant de souder le parti autour d'un large consensus tant auprès des dirigeants que des militants.

## V. La dialectique projet nationaliste/intégration européenne

Si le revirement pro-européen des partis nationalistes périphériques a pu frapper l'imagination de nombreux Ecosais et Gallois et offert au débat sur la dévolution des perspectives nouvelles, c'est aussi parce que le SNP et PC ont résolu le paradoxe apparent entre affirmation de l'identité nationale et construction européenne, liant étroitement ces deux aspects dans une perspective de contournement de l'Etat britannique traditionnel, de recomposition des relations centre-périphérie et d'émergence d'un système de gouvernance polycentrique à l'échelle continentale.

Le *Scottish National Party* notamment a développé une habile dialectique entre les référents identitaires de la nation « écossaise » et de la communauté « européenne ». D'un côté, l'inscription de son objectif d'indépendance dans le cadre européen tendait à le rendre plus crédible pour l'opinion écossaise. De l'autre, l'accent mis par l'Union Européenne sur le respect des différentes identités culturelles intra-européennes, illustré par exemple par la promotion des langues régionales ou de « l'Europe des régions », renforçait le projet politique du SNP et de PC comme une composante importante de l'identité européenne. D'un côté, l'Europe permettait au SNP de tisser des liens à l'extérieur et de promouvoir sa vision d'une Ecosse souveraine sur la scène internationale. De l'autre, la nouvelle gouvernance européenne fondée sur le principe de la « subsidiarité » rendait inévitable l'émergence au niveau écossais d'une représentation politique autonome et d'un accès direct auprès des centres décisionnels européens.

L'important pour le SNP était de stigmatiser l'obsolescence de l'Etat britannique dans sa version unioniste-conservatrice (incarnée par Margaret Thatcher puis John Major), tout en utilisant l'Europe comme une ressource politique légitimant son projet politique.

Cette forme d'instrumentalisation de l'intégration européenne n'allait pas sans ambiguïté quant à la vision européenne du SNP. Les nationalistes écossais surent en effet jouer habilement sur l'ambivalence du projet européen lui-même, d'inspiration tantôt fédérale et promoteur de l'Europe des régions et d'une intégration supranationale, et tantôt confédérale, car poussant dans le sens de l'émergence d'une Europe des patries. Ainsi, par exemple, lors de la ratification

parlementaire du traité de Maastricht à la Chambre des Communes, les nationalistes écossais et gallois négocièrent leur soutien au gouvernement Major en grande difficulté en échange de la nomination de représentants du SNP au sein du Comité des Régions de l'Union Européenne. D'une façon générale, le SNP comme PC saluèrent toute initiative de l'UE tendant à favoriser l'échelon infranational comme espace politique de référence, ainsi que tout progrès sur la voie d'une intégration européenne supranationale au plan politique et économique, comme autant d'opportunités pour l'Ecosse et le pays de Galles d'affirmer leur spécificité et de distendre leurs liens avec l'Angleterre. En d'autres occasions, le SNP privilégia l'interprétation intergouvernementale de l'UE, mettant en avant le rôle décisionnel primordial du Conseil des Ministres par rapport à la Commission, et tout le parti que des Etats indépendants de petite taille pouvaient tirer de la procédure de vote à la majorité qualifiée, de la présidence communautaire tournante ou du veto potentiel instauré par le « compromis de Luxembourg ».

Cette réorientation pro-européenne, rendant l'objectif d'indépendance à la fois plus réaliste et plus attractif, porta rapidement ses fruits au plan électoral, et notamment aux scrutins européens où le SNP put se prévaloir d'être le meilleur défenseur de intérêts écossais. Aux élections européennes de 1994, le SNP doubla sa représentation à Strasbourg et obtint un tiers des suffrages exprimés, soit le meilleur score de son histoire pour une consultation concernant l'ensemble du territoire écossais, dépassant le précédent record obtenu vingt ans plus tôt lors de la grande vague indépendantiste d'octobre 1974. Winnie Ewing, « Madame Ecosse » au parlement européen, obtint pour sa part près de 60% des suffrages dans son fief des Highlands et des Iles.

Ainsi pour le *Scottish National Party* et *Plaid Cymru*, le projet européen a permis de contourner Londres et le cadre britannique, en promouvant alternativement, et selon les circonstances, les nations périphériques comme « super-région » ou futur Etat-membre de l'Union Européenne. Dans les années 1990 enfin, le renouveau nationaliste en Europe centrale et la création des nouveaux Etats indépendants issus de l'ex bloc communiste a donné des ailes aux mouvements autonomistes et séparatistes. Dans le cas écossais notamment, le SNP a pu s'appuyer sur le statut de vieille nation européenne que nul Britannique ne conteste à l'Ecosse pour mettre en avant son slogan *Independence in Europe* et réclamer pour l'Ecosse la même place que celle faite aux plus récents membres de l'UE.

## VI. La nouvelle donne politico-institutionnelle et l'Europe

Avec la dévolution institutionnelle qui devient effective en 1999, l'Ecosse et le pays de Galles se voient dotés de leurs propres institutions démocratiques et d'une représentation autonome légitime vis-à-vis de l'extérieur, et notamment de l'Union Européenne. Parallèlement, avec la victoire de Tony Blair et du *New Labour*, c'est une majorité et un gouvernement nettement plus favorables à priori



à l'idée européenne, exprimant en tous les cas la volonté de placer le Royaume-Uni « au cœur de l'Europe », qui se met en place à Londres.

Dans la pratique, si l'on observe en détail le cas de l'Ecosse, on constate que le nouveau Parlement de Holyrood est désormais responsable de la mise en place des directives européennes dans les domaines décentralisés, et nombre de ces derniers, notamment l'agriculture, la pêche, l'environnement, les transports, le développement économique régional, la santé ou l'éducation, relèvent en totalité ou en partie de la compétence de l'UE. La moitié environ de la législation débattue et votée à Holyrood aura donc sa source à Bruxelles. Edimbourg a donc, tout comme Cardiff d'ailleurs, développé un lien direct avec les institutions européennes et activé son lobbying, à travers ses organismes comme *Scotland Europa* et les bureaux européens du *Scottish Executive*, regroupés à Bruxelles dans les locaux de *Scotland House*. Parallèlement, le Parlement écossais a mis en place une commission des affaires européennes, spécialement chargée d'examiner la législation européenne par rapport aux enjeux écossais, d'interpeller l'exécutif écossais sur ces questions, et de produire rapports, enquêtes, avis et recommandations à destination du *Scottish Executive* en vue de ses échanges avec Bruxelles et de ses négociations avec Londres.

Car, en même temps, l'Europe demeure un domaine réservé au parlement de Westminster : c'est le Royaume-Uni, signataire des différents traités européens, qui est un Etat-membre de l'UE et ce sont les représentants du gouvernement britannique qui siègent à la table des négociations du Conseil des Ministres européens. Lorsque les intérêts écossais sont en jeu, les ministres écossais membres du *Scottish Executive* sont invités à l'élaboration de la politique britannique sur ces enjeux, puis à « assister » les ministres britanniques lors des réunions du Conseil des ministres européen. La question est donc de savoir, d'une part, dans quelle mesure Londres intègre véritablement dans sa ligne européenne les aspirations écossaises et, d'autre part, quelle est l'influence réelle des représentants écossais au sein d'une délégation britannique dans le cadre de négociations européennes, qui sont généralement fermées et interdites au public. Ce mode de gouvernance est donc complexe et guère transparent, il repose dans une large mesure sur la bonne volonté, le bon sens et le pragmatisme des différents partenaires, écossais et britanniques.

Au final, l'Ecosse peut donc en principe, et c'est là l'ambition, l'ambivalence et la difficulté de la dévolution, à la fois faire entendre une voix autonome en Europe qui défende son identité et ses intérêts propres, et contribuer à l'élaboration d'une position britannique commune vis-à-vis des partenaires et des instances européens.



## VII. Nationalisme identitaire et nouvelle donne européenne

Au cours des dernières années, de nouveaux enjeux sont apparus au sein de l'Union Européenne, tels l'union économique et monétaire, le lancement de l'euro, la réforme de la PAC, la constitution européenne et l'élargissement tous azimuts, en direction notamment des nouveaux pays d'Europe centrale issus de l'ex-bloc soviétique.

Sur tous ces thèmes, les partis nationalistes périphériques ont régulièrement fait entendre leur voix. Ainsi, ils ont critiqué à de nombreuses reprises la frilosité des engagements pro-européens du gouvernement britannique, prenant volontiers le contrepied de ce dernier, comme par exemple sur la réforme de la politique agricole commune, le montant du budget européen ou l'adoption de la monnaie unique. Sur ce dernier enjeu très médiatisé, les partis nationalistes périphériques ont fait valoir la spécificité des agendas économiques écossais et gallois par rapport à l'ensemble britannique, et conjointement demandé, en vain, à ce que les cinq critères de convergence en vue du passage à l'euro soient rendus publics pour toutes les régions et nations composant le Royaume-Uni. Parallèlement, lors du débat sur l'élargissement de l'Union Européenne, le SNP et PC organisèrent un sommet des nations de la périphérie britannique sur ce thème, réclamant l'égalité de statut avec les autres Etats-membres au sein de l'UE. Enfin, dans le cadre des discussions sur le projet de constitution européenne, le SNP fit de la politique de la pêche un *casus belli* vis-à-vis de Londres et Bruxelles, s'opposant sans relâche à l'inclusion de celle-ci comme compétence exclusive de l'UE dans le projet de constitution, en arguant de la souveraineté de l'Ecosse et de la protection de ses intérêts économiques vitaux.

D'une façon générale, le *Scottish National Party* tout comme *Plaid Cymru* se veulent aujourd'hui les défenseurs vigilants des intérêts des territoires écossais et gallois auprès des institutions européennes, et notamment sur les enjeux particulièrement importants pour ces derniers comme l'agriculture, la pêche, l'énergie, l'environnement, le tourisme ou l'aide économique régionale.

D'autre part, la dynamique de l'élargissement, qui a vu l'Union Européenne passer rapidement de quinze à vingt-sept membres, et accueillir une dizaine de nouveaux Etats de taille comparable ou inférieure aux nations périphériques et pour la plupart inexistantes il y a peu, car soumis à une domination extérieure, a contribué à infléchir le discours des partis nationalistes dans un sens favorable à une Europe confédérale, en particulier en Ecosse.

Ainsi le SNP, s'il a maintenu son positionnement stratégique le définissant comme un « *pro EU and pro independence within that EU party* », a laissé aux nouvelles institutions écossaises le rôle de promoteur de l'Ecosse comme une « super euro-région » au sein de l'UE, pour accaparer celui de défenseur d'une Ecosse incontournable Etat-membre dans le cadre d'une « nouvelle Europe » en construction.

Au sein de cette Union Européenne à la fois étendue à l'ensemble du continent et faisant la part belle aux Etats de dimension modeste, le SNP tout comme PC se veulent les défenseurs vigilants de la périphérie, soucieux que l'élargissement actuel en direction de l'Europe centrale ne se fasse pas au détriment de l'aide actuellement apportée par l'UE aux territoires écossais et gallois en difficulté.

Parallèlement, les deux formations insistent sur la spécificité du modèle de développement et les valeurs originales de la « périphérie celtique » par rapport à la norme britannique, et se veulent porteurs d'une alternative susceptible de servir de référence aux autres « petites nations » de la « nouvelle Europe ». A cet égard, elles mettent plus particulièrement en avant les questions énergétiques, environnementales et humanitaires, comme autant d'enjeux majeurs sur lesquels l'Ecosse comme le pays de Galles ont à la fois les ressources et la volonté politiques pour servir de modèle aux jeunes Etats indépendants et jouer un rôle-clé dans le débat européen.

## Références

Alexandre-Collier, Agnès, « L'instrumentalisation de l'Union européenne face à la dévolution », *Revue française de civilisation britannique*, XIV, 1, Paris, automne 2006.

Berbéri, Carine, « L'intégration européenne, un moteur de changement dans le débat sur la dévolution », *La dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au pays de Galles*, Ellipses, Paris, 2007, pp. 55/70.

Bory, Stéphanie, « Une assemblée pour quoi faire? Identité galloise et développement durable », *La dévolution des pouvoirs à l'Ecosse et au pays de Galles*, Ellipses, Paris, 2007, pp. 87/98.

Cabrol, Karine, « L'Europe au cœur des revendications nationalistes périphériques : la politique européenne du SNP et du Plaid Cymru », *Europe unie, le Royaume désuni? Les enjeux de la dévolution*, Triade n°7, Université de Bretagne Occidentale, 2000, pp. 43/54.

Heggie, Gordin, 'The Story so far: the Role of the Scottish Parliament's European Committee in the UK-EU Policy Cycle', *Scottish Affairs*, Edinburgh n°44, 2003, pp. 114/131.

Keating, Michael, « Scotland and the European Union », *Revue français de civilisation britannique*, IX, 2, mai 1997, Paris, pp. 9/18.

Leruez, Jacques, « Le parti national écossais et l'Europe », *La Grande-Bretagne à l'aube des rendez-vous européens*, Annales de l'Université de Savoie, n°14, 1991, pp.3/14.

Leydier, Gilles, « Entre libéralisme, social-démocratie et intégration européenne : un modèle écossais ? », *Observatoire de la société britannique* n°1, janvier 2006, Université de Toulon, pp. 235/252.

Leydier, Gilles, « L'Europe, une ressource politique pour le Scottish National Party », *Le Royaume-Uni et l'Union Européenne depuis 1997*, Editions Universitaires de Dijon, 2007, pp. 47/62.

Lynch, Peter, *The History of the Scottish National Party*, Welsh Academic Press, Cardiff, 2002.

Mitchell, James, "Member state or Euro-region? The SNP, PC and Europe", *Britain for and against Europe, British Politics and the question of European integration*, Clarendon press, Oxford, 1998, pp. 109-111.

Osmond, John, *Welsh Europeans*, Seren, Bridgend, 1995.

Sloat, Amanda, Scotland and Europe: Links between Edinburgh, London and Brussels', *Scottish Affairs*, Edinburgh n°31, 2000, pp. 92/110.

Wright, Alex, The Europeanisation of Scotland : A Driver for Autonomy', *Europe unie, le Royaume désuni? Les enjeux de la dévolution*, 2000, opus cité, pp. 55/41.